



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport est une revue des résultats financiers et la de situation financière de Corporation Datacom Wireless pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. Ces commentaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers vérifiés de Corporation Datacom Wireless (la « Société ») et leurs notes afférentes pour la période correspondante. Pour obtenir plus de renseignements sur Corporation Datacom Wireless, visitez le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou le site Internet de la Société à www.datacom.com.

Les états financiers vérifiés de l'exercice et le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification de la Société et approuvés par son Conseil d'administration.

Dans le présent rapport, les termes « nous », « notre », « nos », « Datacom », « entreprise » et « Société » renvoient à Corporation Datacom Wireless. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La Société présente ses résultats en dollars canadiens. Ainsi, tous les montants indiqués dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport se fonde sur l'information dont disposait la direction le 23 avril 2009.

I. ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient certaines déclarations qui peuvent être réputées des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs se caractérisent fréquemment par l'utilisation d'expressions telles que « planifier », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « croire », « anticiper », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des déclarations suggérant que des événements ou des conditions « peuvent » se produire ou « se produiront ». Toutes les déclarations figurant dans le présent rapport, à l'exception des déclarations de faits historiques, et qui font état d'événements ou de faits nouveaux futurs qu'anticipe la Société ou qu'elle s'attend à voir réaliser, constituent des énoncés prospectifs. Même si la Société croit que les attentes exprimées dans de tels énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables, ces énoncés ne constituent nullement des garanties du rendement futur et les résultats ou les faits réels peuvent être considérablement différents de ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Au nombre des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs, il y a le cours du marché et la conjoncture économique générale, les conditions boursières ou commerciales. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se révèlent exacts, étant donné que les résultats et les événements futurs pourraient diverger considérablement de ces énoncés anticipés. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour les énoncés prospectifs en cas d'évolution des circonstances ou de modification des estimations ou des avis de la direction à moins que les lois sur les valeurs mobilières ne le requièrent. Le lecteur est mis en garde de ne pas accorder une foi excessive aux énoncés prospectifs.

II. PROFIL DES ACTIVITÉS

Fondée en 1999, Datacom offre une gamme de produits et services pour le marché commercial et celui des consommateurs.

Conçus pour le marché commercial, Datacom offre des produits et services de haute qualité en gestion de flotte ou de véhicule. La gamme de produits Mobicom^{MC} permet aux gestionnaires de flottes de visualiser et de repérer, en temps réel, la position des véhicules sur une carte informatisée, 24 heures pour jour, sept jours par semaine, en plus de fournir d'importantes informations de gestion. Les bénéfices incluent la maximisation de l'efficacité de la flotte de véhicules, la réduction des coûts d'opération, de maintenance et de carburant et la prévention des pertes et des abus. Mobicom^{MC} se veut un outil facile à utiliser qui permet d'augmenter la productivité en offrant un retour rapide sur l'investissement.

Mobicom est vendu principalement par l'entremise de notre force de vente directe au Québec tandis que le marché de l'Ontario est supporté par une présence directe complétée d'agents autorisés.

Pour le marché consommateur, Datacom offre Mobiguard^{MC}, un système antidémarrage qui prévient le vol de véhicules. Il est basé sur une technologie de pointe qui permet d'immobiliser un véhicule au moment du démarrage.

Vendu directement par Datacom aux consommateurs grâce à un programme de référencement avec certaines compagnies d'assurances du Québec, notre produit fait classe à part et se distingue des autres systèmes électroniques d'immobilisation conventionnels par ses caractéristiques uniques, incluant une grande facilité d'utilisation.

Mobiguard^{MC} est un moyen efficace de protéger les véhicules contre le vol à prix compétitif et ce, sans aucuns frais mensuels et offre une réduction importante des primes d'assurance.

Malgré la décision de cesser de vendre les produits de sécurité Mobilus et Vigil, Datacom continuera de générer des revenus récurrents par l'entremise des unités déjà vendues qui utilisent la technologie numérique. Datacom compte maintenir ces unités en service jusqu'au 31 décembre 2010.

III. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Bénéfices avant intérêts, impôts, amortissements, dévaluation des actifs incorporels et radiation de l'écart d'acquisition (« BAIIA ») est une mesure utilisée afin de comparer les résultats d'exploitation d'une période à une autre. Le BAIIA avant éléments inhabituels et la provision relative aux produits Vigil (« BAIIA ajusté ») est également une mesure utilisée pour évaluer la performance financière. BAIIA et BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de performance définies par les PCGR et n'ont pas une définition standard reconnue par les PCGR. Notre façon de calculer le BAIIA ou le BAIIA ajusté peut être différente des méthodes utilisées par d'autres émetteurs.

Le lecteur est prévenu que le BAIIA ou le BAIIA ajusté ne peut être perçu comme une alternative au bénéfice net ou perte nette déterminé conformément aux PCGR comme étant indicatif de notre performance ou au flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation et d'investissements en tant que mesure de liquidité et flux de trésorerie. L'indicateur financier conforme au PCGR et se rapprochant le plus du BAIIA ou BAIIA ajusté est la perte nette.

IV. FAITS SAILLANTS 2008

L'année 2008 a été marquée par d'importants changements pour la Société. D'abord, un réalignement stratégique a été amorcé à la fin du premier trimestre afin de revoir l'ensemble des activités de la Société pour lui permettre de rencontrer ses objectifs de croissance et de rentabilité. Cet exercice a mené à une première réorganisation importante.

La direction a mis de l'avant un deuxième plan de réduction des dépenses qui a entraîné des mises à pied supplémentaires au cours du deuxième trimestre, suite à l'annonce de la fermeture des réseaux analogiques et la décision de cesser de vendre les produits de sécurité Mobilus et Vigil.

Finalement, pour maximiser l'utilisation de son capital dans un cadre économique incertain, la Société a revu son plan de déploiement hors-Québec. Elle a fermé son bureau de ventes en Alberta et a réduit ses effectifs de ventes en Ontario.

L'ensemble de ces événements a eu comme conséquence une réorganisation majeure des activités de Datacom en 2008 et rend la comparaison des résultats avec l'année précédente, qui a connu un premier appel public à l'épargne, très difficile.

Malgré tous ces changements, la direction considère que la Société a su relever des défis majeurs et a obtenu des résultats forts encourageants pour l'avenir.

Augmentation des revenus

Les ventes ont augmentées de 1,497 million en 2008 comparativement à 2007, soit une croissance de 19 % et ce, malgré une baisse de revenus estimée à 230 000 \$ pour le dernier trimestre associée à la perte de revenus récurrents analogiques et un manque à gagner estimé à plus de 250 000 \$ associé à l'arrêt des ventes des produits Mobilus et Vigil numériques.

Pour la période terminée le 31 décembre 2008, la Société a fait croître de façon importante son produit phare : Mobicom. Au cours de l'exercice, 1 889 unités Mobicom ont été vendues comparativement à 1 221 pour la même période en 2007, soit une augmentation de 54,7 %.

La Société a aussi connu une augmentation très importante des ventes en 2008 de son produit dédié au consommateur, soit un total de 16 851 unités Mobiguard vendues comparativement à 8 753 pour les douze mois terminés au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 92,5 %.

Les revenus ont été affectés négativement à partir du troisième trimestre par l'arrêt des ventes des produits de sécurité numériques pour le segment consommateur et plus encore au quatrième trimestre par la fermeture des réseaux analogiques. La perte de revenus récurrents sur une base annuelle pour 2009 associée aux produits de sécurité analogique est estimée à près de 1,1 million. Même si la Société a cessé la vente des produits de sécurité, les unités utilisant la technologie numérique qui sont toujours actives vont continuer à générer des revenus récurrents jusqu'au 31 décembre 2010.

Augmentation de la marge bénéficiaire brute

La Société est particulièrement satisfaite de l'augmentation de sa marge bénéficiaire brute en 2008. La Société a augmenté son résultat par 8 points de pourcentage soit 45,9 % comparativement à 37,9 % en 2007. Durant les deux derniers trimestres, alors que les revenus étaient en baisse suite à la fermeture des réseaux analogiques et suite à l'arrêt des ventes de

produits de sécurité numériques, la Société a pu maintenir une marge de plus de 45 % ce qui démontre que les programmes de contrôle de coûts mis en place ont été efficaces.

Réduction des dépenses

Au cours de l'exercice, la direction de la Société a déployé des efforts importants pour réduire ses dépenses, entre autres au chapitre de la main-d'œuvre puisqu'au 31 décembre 2008 la Société avait 53 employés soit 30 employés de moins qu'au 31 décembre 2007 ce qui représente une diminution de 36 % du nombre d'employés. Ces données excluent la réduction additionnelle du nombre d'employés, au nombre de 6, subséquente à l'exercice 2008 suite à la fermeture du bureau de l'Alberta et de la réduction des effectifs de vente en Ontario.

La Société a réussi à réduire de manière très significative ses dépenses d'opération excluant les crédits d'impôts, trimestre après trimestre en 2008 passant d'un montant de 2,073 \$ millions soit 94 % des revenus pour le premier trimestre 2008 à un montant de 1,344 million ou 64,7 % des revenus pour le quatrième trimestre 2008.

Revue des activités hors Québec

Suite à l'analyse des résultats de l'exercice 2008 et considérant l'incertitude de l'environnement économique qui frappe l'économie canadienne, la direction, pour maximiser l'utilisation de son capital, a décidé de revoir son plan de déploiement hors Québec et a procédé à la fermeture de son bureau de ventes en Alberta et a diminué de façon importante ses effectifs de ventes en Ontario. Ces changements sont subséquents à l'exercice 2008 et ont entraîné l'abolition de 6 postes additionnels. La direction entend continuer à analyser la situation et à profiter des opportunités qui se présenteront dans les marchés hors Québec tout en tenant compte de la situation économique générale et de la capacité financière de la Société.

Terminaison du service analogique

La fermeture des réseaux analogiques a fait en sorte que près de 8 500 unités des produits de sécurité Mobilus et Vigil ont cessé de transmettre ou recevoir de signal, rendant la détection du vol ou la localisation de ces derniers impossibles. Cela signifie donc la perte de revenus récurrents relatifs à ces unités à partir de novembre 2008.

La société a conclu ses démarches entamées au deuxième trimestre à l'égard de la terminaison du service analogique. Tous les clients visés par la terminaison du service qui a eu lieu le 16 novembre 2008 ont été avisés par voie de lettre et les remboursements pour le service non-rendu, si applicable, ont été effectués au cours du dernier trimestre 2008 et les ententes avec nos principaux clients ont été conclues.

Suivi du plan de réduction des dépenses

Alors que la direction prévoyait lors du deuxième trimestre 2008, qu'un montant de 525 000 \$ serait nécessaire pour la mise en place du plan de réduction des dépenses et des frais reliés aux ententes conclues avec nos principaux clients pour l'arrêt du service analogique, un montant de 444 000 \$ a été enregistré à la dépense en date du 31 décembre 2008 et aucun autre montant n'est prévu à cet effet en 2009. Ce montant a été classé sous Éléments inhabituels dans l'état des résultats.

Arrêt des ventes Mobilus et Vigil

Suite à une analyse économique démontrant la non rentabilité de ce secteur d'activités dans un contexte de fermeture des réseaux analogiques, la Société a arrêté de vendre, au cours du troisième trimestre, les produits de sécurité numériques Mobilus et Vigil, pour concentrer ses énergies et ressources financières sur la vente de son produit phare : Mobicom, tout en maintenant la vente du produit Mobiguard.

Introduction des forfaits tout-inclus et réduction du prix de vente

En réponse à la situation économique et à notre environnement compétitif, la Société a mis de l'avant deux stratégies qui ont eu des impacts positifs sur le nombre d'unités Mobicom vendues et sur sa capacité à augmenter les revenus récurrents soit : la réduction du prix de vente de l'équipement ainsi que la mise en place au cours de l'exercice d'un nouveau plan de vente tout-inclus qui permet, aux clients qui le désirent, de payer au moyen d'un montant mensuel préétabli, le coût de l'équipement et du service sur une période de trois ans. Au delà des résultats très positifs que ces décisions ont eu sur le nombre d'unités vendues en 2008 qui continueront de générer des revenus récurrents, nous croyons à plus forte raison que dans le contexte économique actuel, cette facilité de paiement augmente notre compétitivité, favorise l'accès à notre produit et valorise le retour sur l'investissement pour notre clientèle.

Changements organisationnels

Le conseil d'administration a mis en place une structure organisationnelle en ligne avec les priorités stratégiques de la Société. Au cours de l'exercice, Pierre Collins a quitté la Société et Pierre Bélanger, membre du conseil de Datacom depuis 2005, a été nommé président et chef de la direction par intérim. Eric Morin, vice-président de l'exploitation a été nommé directeur général avec la responsabilité des activités quotidiennes de la Corporation. Marc Bouchard, vice-président finances a quitté la Société et a été remplacé par Nathalie Dupuis à titre de directrice des finances.

Intelligence d'affaires et applications clients

La Société a mis en place de nouveaux outils d'analyse de type *CRM* pour améliorer ses relations clients, ses processus et stimuler l'accroissement de la base de notre clientèle existante. Ces outils nous permettent de réduire le cycle de vente et d'augmenter le taux de réussite avec des fonctionnalités de gestion des opportunités et un module intégré de génération de contrats. Ces outils nous ont permis d'améliorer nos prévisions de ventes et l'exactitude des données, de mieux mesurer la performance de l'équipe et de compléter l'équipe de ventes par un nouveau poste en télévente.

De plus, les interfaces clients ont été redessinées pour en améliorer l'ergonomie et l'expérience générale. Des déploiements ont été exécutés suite à la rétroaction de certains clients avec des fonctionnalités additionnelles. Une mise-à-jour cartographique a également été complétée. Ces éléments de notre offre de services sont des facteurs de différenciation importants vis-à-vis de la compétition.

Emerson Electric Co.

La Société a participé au développement du produit Itrax, un système de gestion à distance d'immobilisations basé sur l'Internet, en collaboration avec une filiale d'Emerson Electric Co. et continue à fournir des services de développement et de soutien informatique. L'entente originale qui lie la Société à Emerson Electric Co. et par laquelle des redevances sont payées à Datacom selon le nombre d'unités vendues est venue à échéance en juillet 2008. Depuis l'expiration du contrat original, la Société continue de recevoir les redevances selon les termes du contrat original dans un contexte de mois par mois et des discussions sont toujours en cours pour le renouvellement à plus long terme de cette entente.

Principaux inducteurs de performance

Nous mesurons notre rendement à l'échelle de l'entreprise au moyen d'inducteurs de performance qui comprennent les revenus, la marge brute, le fonds de roulement, le bénéfice net et le bénéfice net par action. Nous considérons également que le BAIIA ou le BAIIA ajusté constitue une mesure importante de notre rendement.

V. EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les exercices indiqués et sont tirés des états financiers vérifiés de la Société.

Principales informations financières

	Exercices terminés le 31 décembre		
	2008	2007	2006
<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>			
Ventes	9 388 \$	7 891 \$	7 250 \$
Marge bénéficiaire brute	4 306	2 992	2 976
Dépenses d'exploitation	6 082	5 934	4 221
Frais (revenus) financiers	(99)	955	1 989
Rémunération à base d'action	32	201	-
Radiation d'inventaires	-	110	-
Dépréciation et amortissement	130	137	141
Amortissement des actifs incorporels	82	45	-
Dévaluation des actifs incorporels	486	-	-
Éléments inhabituels	444	-	-
Radiation de l'écart d'acquisition	604	-	-
Provision relative aux produits Vigil	(242)	-	-
Perte nette	(3 213)	(4 390)	(3 375)
Perte nette par action :			
De base et diluée	(0,11) \$	(0,27) \$	(3,75) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 988 745	16 474 774	900 000

Le tableau ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec une autre compagnie dans son secteur.

Réconciliation de la perte nette au BAIIA et BAIIA ajusté

	Exercices terminés le 31 décembre		
	2008	2007	2006
<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>			
Perte nette	(3 213) \$	(4 390) \$	(3 375) \$
Frais (revenus) financiers	(99)	955	1 989
Dépréciation et amortissement	130	137	141
Amortissement des actifs incorporels	82	45	-
Dévaluation des actifs incorporels	486	-	-
Radiation de l'écart d'acquisition	604	-	-
BAIIA	(1 606) \$	(3 253) \$	(1 245) \$
Éléments inhabituels	444	-	-
Provision relative aux produits Vigil	(242)	-	-
BAIIA ajusté	(1 808) \$	(3 253) \$	(1 245) \$
BAIIA et BAIIA ajusté par action :			
De base et dilué	(0,06) \$	(0,20) \$	(1,38) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 988 745	16 474 774	900 000

Revenus

Les revenus générés par la Société proviennent de la vente d'unités de télématique et des frais de service récurrents mensuels associés à ces unités. Un faible pourcentage des revenus est généré à partir d'activités de services professionnels, d'installation, de réparation et de vente de plans de garantie prolongée.

Pour les douze mois terminés le 31 décembre 2008, les revenus ont atteint 9,388 \$ millions, représentant une croissance de 19 % sur les 7,891 millions de la même période de 2007. Ces augmentations de revenu sont principalement dues à l'augmentation des revenus récurrents et à l'augmentation du nombre d'unités Mobicom et Mobiguard vendues.

Les revenus de services récurrents ont augmenté de 23,3 % d'une année sur l'autre, passant de 3,563 millions en 2007 à 4,392 millions en 2008. En proportion, les revenus récurrents par rapport au revenu total au 31 décembre 2008 sont de 46,8 %. Cette mesure se compare favorablement au 31 décembre 2007, alors que la proportion des revenus récurrents par rapport au revenu total représentait 45,2 % et ce, malgré une diminution des revenus récurrents au quatrième trimestre attribuable à la terminaison du service analogique et l'arrêt des ventes de Mobilus et Vigil. Pour cette raison, nous prévoyons une diminution des revenus récurrents associés aux produits sécurité de l'ordre de 1,1 million pour l'exercice 2009.

Nos revenus proviennent presque exclusivement du Canada, principalement par l'intermédiaire de notre force de vente directe du Québec.

Jusqu'à maintenant, l'incertitude économique actuelle n'a pas affecté négativement la demande pour les produits Mobiguard. Toutefois, il ne faut pas exclure la possibilité que cette situation affecte négativement la vente de produits Mobiguard en 2009 qui est directement reliée à la vente de véhicules neufs. De plus, les exigences des assureurs en matière d'installation de systèmes de sécurité tel que Mobiguard, pourraient s'assouplir afin de maintenir leur propre compétitivité ayant comme conséquence une influence négative sur nos ventes.

La demande pour les produits Mobicom n'a pas été affectée négativement jusqu'à présent par l'incertitude économique. Nous croyons que l'introduction des forfaits 'tout-inclus', entre autres, contribue à maintenir la compétitivité de notre produit. Toutefois, un ralentissement marqué de l'économie aurait un impact négatif sur notre clientèle et pourrait affecter nos revenus à la baisse.

Marge bénéficiaire brute

La marge brute correspond aux revenus moins le coût des marchandises vendues. Le coût des marchandises vendues comprend principalement les coûts des unités vendues, de leur assemblage et des frais d'installation et de garantie, ainsi que des frais de service de télécommunication et autres frais connexes.

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute se situe à 45,9 % des revenus en 2008, à 37,9 % des revenus en 2007, et à 41 % en 2006. En dollars, la marge bénéficiaire brute a augmenté de 1,314 million ou 44 % de 2007 à 2008, comparativement à 0,016 million ou 0,05 % de 2006 à 2007.

Cette hausse est principalement due à une diminution de nos coûts d'équipement et à une baisse de nos coûts de frais de réseaux suite à la mise en place d'outils de contrôle et de suivi ainsi que par une gestion efficace du processus d'installation de nos produits. La Société vise non seulement à maintenir mais à améliorer cette marge en 2009.

L'incertitude économique actuelle est un facteur important à considérer en raison de l'impact futur potentiellement négatif sur la viabilité des manufacturiers d'équipement Mobicom et Mobiguard. Cette situation pourrait influencer notre approvisionnement ou notre coût d'approvisionnement et ainsi impacter notre marge bénéficiaire. Même si nous n'avons aucune indication à cet effet actuellement, l'incertitude économique actuelle pourrait avoir un impact sur nos fournisseurs d'équipement soit au niveau des prix, soit au niveau de la disponibilité des approvisionnements des équipements. La Société a des fournisseurs au Canada et en Asie et entend rester attentive à la situation financière de ses fournisseurs.

Dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation comprennent les frais généraux et administratifs, les dépenses d'exploitation, les dépenses de ventes et de marketing, les dépenses de recherche et de développement et les crédits d'impôts à la recherche et au développement.

La Société ayant connue une réorganisation importante en 2008, l'ensemble des dépenses d'exploitation ont connues des variations importantes trimestre sur trimestre.

En 2008, les dépenses d'exploitation nettes sont, de façon générale, demeurées stables passant de 5,933 millions à 6,082 millions représentant une augmentation de 0.149 million ou 2,5 %. Cette légère augmentation s'explique par une augmentation des dépenses de ventes et marketing et des dépenses d'exploitation compensées en partie par une réduction des coûts de recherche et développement.

Frais généraux et administratifs

(en 000 \$)	Exercices terminés le 31 décembre				
	2008	Variation	2007	Variation	2006
Frais généraux et administratifs	2,375 \$	-4,8%	2,495 \$	45,4%	1,716 \$
En % du revenu	25,3%		31,6%		23,7%

Les frais généraux et administratifs se rapportent principalement aux coûts liés au personnel administratif, aux honoraires professionnels, aux loyers, aux assurances et aux autres frais généraux et coûts indirects. Des créances irrécouvrables liées aux comptes clients sont enregistrées dans les frais généraux. Les frais généraux et administratifs sont généralement fixes et ne varient pas proportionnellement aux revenus à l'exception des dépenses associées aux créances irrécouvrables.

Au cours de l'exercice de 2008, les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs ont baissé de 0,120 million ou 4,8 %, par rapport à l'exercice de 2007. Cette baisse s'explique principalement par l'exécution du plan de réduction des dépenses qui a été mis en œuvre à partir du deuxième trimestre 2008.

En effet, les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs ont connu une diminution importante trimestre sur trimestre passant de 0,868 million au premier trimestre de 2008 à 0,579 million au deuxième trimestre, à 0,427 million au troisième trimestre et à 0,501 million au quatrième trimestre de 2008. L'augmentation au quatrième trimestre s'explique principalement par des ajustements de fin d'année tel qu'une augmentation de la provision de mauvaises créances de l'ordre 23 000 \$ pour tenir compte de l'incertitude économique, d'un montant de 47 000 \$ pour des mises à pied dont les paiements seront déboursés au début de l'année 2009 et un ajustement de 20 000 \$ des frais de loyer.

Ventes et marketing

(en 000 \$)	Exercices terminés le 31 décembre				
	2008	Variation	2007	Variation	2006
Ventes et marketing	2,154 \$	21,7%	1,769 \$	18,7%	1,490 \$
<i>En % du revenu</i>	22,9%		22,4%		20,6%

Les dépenses de ventes et de marketing se composent principalement des salaires du personnel, des commissions sur la vente directe et indirecte de produits, des frais de déplacement et de représentation ainsi que des coûts de publicité et de participation à des expositions commerciales.

Pour les douze mois terminés au 31 décembre 2008, ces dépenses se sont élevées à 2,154 millions comparativement à 1,769 million en 2007, représentant une augmentation de 0,385 million, ou 21,7 %. Ces dépenses ont subi une augmentation principalement en raison de l'augmentation des salaires et commissions de ventes suite à l'ajout de personnel au début de l'année 2008.

Toutefois, depuis le début de l'année, les dépenses liées aux ventes et au marketing ont diminué de façon constante, trimestre après trimestre. Elles sont passées de 0,648 million au premier trimestre, à 0,563 million au deuxième trimestre, à 0,516 million au troisième trimestre et à 0,427 million au quatrième trimestre. Cette baisse est principalement attribuable à la restructuration de l'équipe des ventes.

Considérant le fait qu'une réduction additionnelle de personnel a pris place en début 2009, la Société prévoit être en mesure de réduire ses dépenses pour 2009.

Exploitation

(en 000 \$)	Exercices terminés le 31 décembre				
	2008	Variation	2007	Variation	2006
Exploitation	914 \$	17,9%	775 \$	9,3%	709 \$
<i>En % du revenu</i>	9,7%		9,8%		9,7%

Les dépenses d'exploitation sont principalement reliées au personnel impliqué au service à la clientèle et à la centrale d'alarme.

Les dépenses reliées à l'exploitation ont augmenté de 0,139 million ou 17,9 % comparativement à 2007. Cette hausse est directement reliée à l'accroissement du volume d'affaires Mobiguard de 92,5 % sur l'année précédente.

Les dépenses reliées à l'exploitation vont diminuer suite à la fermeture des réseaux analogiques et l'arrêt des ventes des produits de sécurité Mobilus et Vigil pour 2009.

Recherche et développement

<i>(en 000 \$)</i>	Exercices terminés le 31 décembre							
	2008		Variation	2007	Variation	2006		
Recherche et développement	1,181	\$	-4,9%	1,242	\$	17,2%	1,060	\$
<i>En % du revenu</i>	12,6%			15,7%			14,6%	
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(541)	\$	56%	(347)	\$	-54,0%	(754)	\$
<i>En % du revenu</i>	-5,77%			-4,4%			-10,4%	
Investissement net dans la recherche et développement	640	\$	-28,4%	895	\$	192,5%	306	\$
<i>En % du revenu</i>	6,8%			11,3%			4,2%	

Les dépenses en recherche et en développement consistent principalement en des coûts de personnel, d'honoraires de consultants et de matériel. Ces dépenses sont présentées avant de déduire les crédits d'impôt sur la recherche et le développement. Les crédits d'impôt sur la recherche et le développement sont présentés distinctement.

Au cours de l'exercice de 2008, les investissements en recherche et développement ont légèrement baissé à 1,181 million, soit 4,9 % de moins que les 1,242 million investis en 2007.

La Société a effectué en décembre 2008 cinq mises à pied dans le groupe de recherche et développement. Cette restructuration reflète un changement de stratégie de la Société par rapport à celle évoquée dans le passé, soit de continuer d'investir dans la recherche et le développement mais en réduisant les coûts fixes associés à l'utilisation de ressources internes pour le développement et en se tournant vers des produits développés par des tiers pour assurer sa croissance.

Pour 2008, la Société a comptabilisé aux livres un montant de 0,986 million pour crédit d'impôt de recherche et développement à recevoir, soit 0,341 million de plus de ce qui avait été comptabilisé aux livres pour les années 2006 et 2007. Par contre, la provision pour le crédit d'impôt pour 2008 est inférieure à 2007 en raison du fait que la Société n'a droit qu'au crédit d'impôt provincial en tant que société publique.

Frais (revenus) financiers

Les frais financiers sont composés des intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables, des intérêts sur billets à ordre, de l'amortissement des frais de financement reportés, des intérêts créditeurs, des pertes (gains) sur taux de change, de la perte sur conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires et des autres frais financiers.

(en 000 \$)	Exercices terminés le 31 décembre				
	2008	Variation	2007	Variation	2006
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	- \$	-100%	738 \$	-55,9%	1,674 \$
Intérêts sur billets à ordre	-	-100%	99	-3,9%	103
Amortissement des frais financiers reportés	-	0%	-	-100%	82
Perte sur conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires	-	-100%	172	100%	-
Intérêts créditeurs	(150)	-21,5%	(191)	354,8%	(42)
Autres frais financiers	49	-63,8%	138	-20,3%	172
	99 \$	-90%	955 \$	-52,0%	1,989 \$

Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et intérêts sur les billets à ordre

Les intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et sur les billets à ordre sont reliés aux actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005 et sur les billets à ordre émis en 2006 et 2007. Immédiatement avant la clôture du premier appel public à l'épargne (« PAPE ») de la Société, qui a eu lieu le 6 juin 2007, toutes les actions privilégiées rachetables ainsi que les billets à ordre, leurs intérêts implicites cumulés et leurs dividendes ont été, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement convertis en actions ordinaires.

Amortissement des frais de financement reportés

L'amortissement des frais de financement reportés se reporte aux actions privilégiées rachetables et aux bons de souscription. Au moment de la conversion automatique des actions privilégiées rachetables et des billets à ordre, les frais de financement ont été radiés et enregistrés à l'état des résultats à même l'amortissement des frais de financement reportés.

Autres frais financiers

Les autres frais financiers sont composés des revenus d'intérêts générés sur le solde en banque, du montant net des charges bancaires, des frais de prélèvement par carte de crédit, des frais bancaires et des gains ou pertes reliés aux écarts de change.

Les frais bancaires étant relativement stables, l'écart des autres frais financiers est principalement attribuable aux variations dans le solde en banque ainsi qu'aux variations de taux de change.

Pour les douze mois terminés au 31 décembre 2008, la Société a enregistré un gain relié au taux de change de 45 724 \$ comparativement à une perte de 9 443 \$ pour l'année 2007.

Rémunération à base d'actions

Les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada exigent des sociétés qu'elles comptabilisent une charge de rémunération pour les options octroyées aux employés et administrateurs. La juste valeur est estimée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, et la charge de rémunération attribuable aux options est passée en dépenses sur la durée du délai d'acquisition de l'octroi.

Au cours de 2008, la Société a enregistré une dépense de rémunération à base d'actions de 0,032 million comparativement à une dépense de 0,201 million en 2007.

Radiation d'inventaire

En 2007, un ajustement de 0,110 million avait été comptabilisé suite à un changement de fournisseur.

Dépréciation et amortissement

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Le montant d'amortissement est relativement stable entre 2007 et 2008 dû au fait qu'il n'y a eu aucune acquisition majeure en 2008.

Dévaluation et amortissement des actifs incorporels

La Société a réévalué la valeur de ses actifs incorporels qui avaient été créés suite à l'acquisition de Vigil pour tenir compte des impacts de la fermeture des réseaux analogiques et de l'arrêt des ventes du produit de sécurité Mobilus et Vigil. Les actifs ont été réévalués au montant de 74 000 \$, créant ainsi une charge de dévaluation au montant de 486 000 \$. Cette réévaluation n'a aucun impact sur l'encaisse de la Société. En plus, un montant d'amortissement de 82 000 \$ a été comptabilisé en 2008. La totalité des actifs incorporels auront été amortis au 31 décembre 2010.

Éléments inhabituels

Suite à la fermeture des réseaux analogiques et la décision de cesser de vendre les produits de sécurité Mobilus et Vigil, la société a mis en place un plan de réduction des dépenses qui a entraîné le paiement de primes de départ pour un montant de 150 160 \$, finalisé des ententes avec ses principaux clients pour l'arrêt de cette activité pour un montant de 207 807 \$, encourus divers frais légaux et administratifs pour 50 835 \$ et radié les inventaires rendus désuets pour 35 145 \$.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition de 603 909 \$ que l'on retrouvait aux états financiers du 31 décembre 2007 a été créé suite à l'acquisition de la quasi-totalité des éléments d'actifs corporels et incorporels de Systèmes de repérage Vigil technologies Inc., une compagnie canadienne se spécialisant dans la conception, le développement et la commercialisation de systèmes de protection, de détection et de repérage de véhicules volés. Suite à la fermeture en octobre 2008 par les opérateurs de réseaux sans fil, du réseau de technologie analogique, la Société a décidé de ne pas remplacer ces unités par des unités numériques et a aussi décidé de cesser la vente des produits de sécurité numériques Mobilus et Vigil.

Suite à la fermeture en novembre 2008 par les opérateurs de réseaux sans fil, du réseau de technologie analogique, la société a décidé de ne pas remplacer ces unités par des unités numériques et a aussi décidé d'arrêter la vente des produits de sécurité numériques Mobilus et Vigil. La fin des activités des produits de sécurité numériques Mobilus et Vigil d'ici 2010 ainsi que la déprime de la valeur boursière dans le cadre de la crise financière actuelle ont amené la Société à compléter un test de dévaluation de l'écart d'acquisition et a déterminé qu'une radiation de 603 909 \$ devait être comptabilisée.

Provision relative aux produits Vigil

Lors de l'acquisition de Systèmes de repérage Vigil technologie Inc. en août 2007, une provision avait été créée pour remplacer et mettre à niveau les unités télématiques de Vigil. Suite à la fermeture des réseaux analogiques et à la décision d'arrêter de vendre les produits de sécurité Mobilus et Vigil, il a été décidé de ne pas remplacer ni mettre à niveau les unités télématiques de Vigil et de renverser la provision restante pour un montant de 242 111 \$

VI. RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIEL

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les trimestres indiqués et sont tirés des états financiers non vérifiés de la Société.

Principales informations financières

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Q1 2007	Q2 2007	Q3 2007	Q4 2007	Q1 2008	Q2 2008	Q3 2008	Q4 2008
Ventes	1 663	\$ 2 052	\$ 2 131	\$ 2 045	\$ 2 201	\$ 2 650	\$ 2 444	\$ 2 093
Marge bénéficiaire brute	691	768	785	747	950	1 251	1 140	965
Dépenses d'exploitation	1 127	1 348	1 721	1 737	2 027	1 667	1 426	962
Frais (revenus) financiers	561	523	(88)	(41)	(48)	1	(15)	(37)
Rémunération à base d'action	-	114	62	25	6	6	9	11
Radiation d'inventaires	-	-	-	110	-	-	-	-
Dépréciation et amortissement	28	29	22	59	36	31	33	30
Amortissement des actifs incorporels	-	-	10	35	34	34	7	7
Dévaluation des actifs incorporels	-	-	-	-	-	486	-	-
Éléments inhabituels	-	-	-	-	-	-	92	352
Radiation de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	604
Provision relative aux produits Vigil	-	-	-	-	-	-	-	(242)
Perte nette	(1 025)	\$ (1 245)	\$ (942)	\$ (1 178)	\$ (1 105)	\$ (974)	\$ (412)	\$ (722)
Perte nette par action :								
De base et diluée	(1,14)	\$ (0,15)	\$ (0,03)	\$ (0,04)	\$ (0,04)	\$ (0,03)	\$ (0,01)	\$ (0,03)

Le tableau ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec une autre compagnie dans son secteur.

Réconciliation de la perte nette au BAIIA et BAIIA ajusté

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Q1 2007	Q2 2007	Q3 2007	Q4 2007	Q1 2008	Q2 2008	Q3 2008	Q4 2008
Perte nette	(1 025)	\$ (1 245)	\$ (942)	\$ (1 178)	\$ (1 105)	\$ (974)	\$ (412)	\$ (722)
Frais (revenus) financiers	561	523	(88)	(41)	(48)	1	(15)	(37)
Dépréciation et amortissement	28	29	22	59	36	31	33	30
Amortissement des actifs incorporels	-	-	10	35	34	34	7	7
Dévaluation des actifs incorporels	-	-	-	-	-	486	-	-
Radiation écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	604
BAIIA	(436)	\$ (693)	\$ (999)	\$ (1 125)	\$ (1 083)	\$ (422)	\$ (387)	\$ (118)
Éléments inhabituels	-	-	-	-	-	-	92	352
Provision relative aux produits Vigil	-	-	-	-	-	-	-	(242)
BAIIA ajusté							(295)	\$ (8)
BAIIA ajusté par action :								
De base et dilué	(0,48)	\$ (0,09)	\$ (0,04)	\$ (0,04)	\$ (0,04)	\$ (0,015)	\$ (0,01)	\$ 0

Ventes

Au cours du quatrième trimestre, 584 unités Mobicom ont été vendues comparativement à 284 pour la même période en 2007, soit une augmentation de 106 %

Au cours du quatrième trimestre, 4 355 unités Mobiguard ont été vendues comparativement à 1 989 pour la même période en 2007 soit une augmentation de 119 %

Les revenus du quatrième trimestre de 2008 ont totalisé 2,093 millions, en hausse de 2,3 % par rapport au revenu du quatrième trimestre de 2007 lesquels étaient de 2,045 millions. Il est à noter que l'augmentation des revenus n'est pas proportionnelle à l'augmentation des unités vendues tel que présenté ci-dessus en raison de l'arrêt des ventes des produits de sécurité Mobilus et Vigil qui a occasionné un manque à gagner estimé à 0,290 million dans le quatrième trimestre, en plus des revenus récurrents qui y sont associés.

Les revenus récurrents ont baissé de 8,71 % d'une année sur l'autre, passant de 1,08 million pour le quatrième trimestre de 2007 à 0,986 million pour la même période en 2008. Proportionnellement, les revenus récurrents par rapport au revenu total généré au cours du quatrième trimestre 2008 est de 47,1 %. Cette mesure se compare défavorablement à la même période de 2007 pour lequel la proportion des revenus récurrents par rapport au revenu total représentait 52,7 %. Une diminution des revenus récurrents estimée à 0,34 million au quatrième trimestre 2008 est attribuable à la terminaison du service analogique. La perte de revenus récurrents sur une base annuelle pour 2009 associé aux produits de sécurité analogique est estimée à près de 1,1 million.

Marge bénéficiaire brute

La marge bénéficiaire à 0,965 million montre un écart positif de 0,218 million comparativement au quatrième trimestre de 2007 ce qui représente une marge bénéficiaire brute de 46,1 % des revenus pour le quatrième trimestre de 2008 comparativement à 36,6 % pour la même période en 2007, en hausse de 9,5 points de pourcentage

Cette hausse est principalement due à une diminution de nos coûts d'équipement et à une baisse de nos coûts de frais de réseaux suite à la mise en place d'outils de contrôle et de suivi ainsi que par une gestion efficace du processus d'installation de nos produits.

Alors que la marge bénéficiaire brute a diminué en dollars de 0,175 million, ou 15,4 % entre le troisième et le quatrième trimestre de 2008, passant de 1,140 million à 0,965 million, la réduction du coût des marchandises vendues a permis de maintenir la marge à 45,9 % comparativement à 46,6 % au troisième trimestre, soit une légère baisse de 0,7 points de pourcentage. Cette diminution s'explique principalement par la perte de revenus récurrents pour les unités utilisant la technologie analogique, les ventes d'unités associées à la technologie analogique et une légère diminution du nombre d'unités Mobiguard vendues.

Dépenses d'exploitation*Frais généraux et administratifs*

<i>(en 000 \$)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2008	Variation	2007
Frais généraux et administratifs	501 \$	-32,8%	745 \$
<i>En % du revenu</i>	24%		36,4%

Au cours du quatrième trimestre, les dépenses liées aux frais généraux et administratifs ont diminué de 0,244 million ou 32,8 % comparativement à la même période de 2007.

Cette baisse s'explique principalement par l'exécution du plan de réduction des dépenses qui a été mis en œuvre à partir du deuxième trimestre 2008.

Ventes et marketing

<i>(en 000 \$)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2008	Variation	2007
Ventes et marketing	427 \$	-17,7%	519 \$
<i>En % du revenu</i>	20,4%		25,4%

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont diminué de 0,092 million ou 17,7 % comparativement à la même période de 2007. Depuis le début de l'année, les dépenses liées aux ventes et au marketing ont diminué de façon constante, trimestre après trimestre. Elles sont passées de 0,648 million au premier trimestre, à 0,563 million au deuxième trimestre, à 0,516 million au troisième trimestre et à 0,427 million au quatrième trimestre. Cette baisse est principalement attribuable à la restructuration de l'équipe des ventes.

Recherche et développement

<i>(en 000 \$)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2008	Variation	2007
Recherche et développement	215 \$	-41,7%	369 \$
<i>En % du revenu</i>	10,3%		18,0%
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(381) \$	193,1%	(130) \$
<i>En % du revenu</i>	-18,2%		-6,4%
Investissement net dans la recherche et développement	-165 \$	-169%	239 \$
<i>En % du revenu</i>	-7,9%		11,7%

Au cours du quatrième trimestre, les investissements en recherche et développement ont atteint 0,215 million, soit 0,154 million ou 41,7 % de moins que les 0,369 million investis durant la même période en 2007.

La Société a effectué en décembre 2008 cinq mises à pied dans le groupe de recherche et développement. Cette restructuration reflète un changement de stratégie de la Société par rapport à celle évoquée dans le passé, soit de continuer d'investir dans la recherche et le développement mais en réduisant les coûts et en se tournant vers des produits développés par des tiers pour assurer sa croissance.

Durant le quatrième trimestre de 2008, nous avons encaissé les crédits d'impôt pour la recherche et développement, ceux-ci réclamés pour les exercices terminés le 31 décembre 2006. L'excédent du montant de crédits d'impôt pour la recherche et développement encaissé sur la provision aux livres de 0,341 million, a été porté en réduction des charges s'y rapportant.

Également, depuis la clôture du premier appel public à l'épargne, le montant de provision de crédit d'impôt pour la recherche et le développement a été révisé à la baisse afin de refléter les taux en vigueur.

<i>Exploitation</i> (en 000 \$)	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2008	Variation	2007
Exploitation	200 \$	-14,5%	234 \$
<i>En % du revenu</i>	9,5%		11,4%

Les dépenses reliées à l'exploitation ont diminué de 0,04 million ou 14,5 % comparativement à la même période de 2007. Cette baisse est reliée à la fermeture des réseaux analogiques. Les dépenses d'exploitation sont principalement reliées au personnel impliqué du service à la clientèle et de la centrale d'alarme.

Dépréciation et amortissement

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Le montant d'amortissement est relativement stable entre 2007 et 2008 dû au fait qu'il n'y a eu aucune acquisition majeure en 2008.

Frais (revenus) financiers

<i>(en 000 \$)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2008	Variation	2007
Intérêts créditeurs	(19)	-78,7%	(89)
Autres frais (revenus) financiers	(18)	137%	48
	(37) \$	-9,7%	(41) \$

Intérêts créditeurs

La variation entre le revenu d'intérêts, généré au cours du quatrième trimestre 2008 en comparaison à la même période de 2007, est significative due à une baisse de la position d'encaisse

Autres frais (revenus financiers)

L'écart des autres frais financiers est principalement attribuable aux variations du taux de change. Au cours du quatrième trimestre la Société a enregistré des gains de change nets de 0,037 million comparativement à des gains nets reliés au taux de change de 0,041 million en 2007.

Rémunération à base d'actions

Au cours du quatrième trimestre, la Société a enregistré une dépense de rémunération à base d'actions de 0,011 million comparativement à 0,025 million pour la même période de 2007.

VII. DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2008**Capital-actions**

- a) Le capital-actions autorisé de la société se répartit comme suit :

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

En juin 2007, la société a déposé des articles de modification pour annuler toutes les catégories d'actions autorisées autres que les actions ordinaires et a procédé au regroupement des actions ordinaires, aux termes duquel chaque tranche de trois actions ordinaires en circulation a été échangée contre une nouvelle action ordinaire

- b) Les variations relatives au capital-actions émis se résument comme suit :

	2008 Nombre	2008 Montant	2007 Nombre	2007 Montant
Émis et en circulation au début	28 230 733	31 413 681 \$	900 000	89 \$
Conversion des actions privilégiées de catégories A, B et C, des intérêts implicites et du dividende cumulé et impayé sur ces actions privilégiées	-	-	15 940 109	24 818 974 \$
Émission d'actions lors du premier appel public à l'épargne c)	-	-	11 111 112	10 000 000 \$
Frais d'émission d'actions c)	-	-	-	(1 436 822) \$
Bons de souscription en actions ordinaires (note e)	-	-	-	(2 111 111) \$
Émission au chef de la direction d)	-	-	279 512	142 551 \$
Annulation des actions émises au chef de la direction d)	(279 512)	(63 335) \$	-	-
Émis et en circulation au 31 décembre	27 951 221	31 350 346 \$	28 230 733	31 413 681 \$

c) Émission d'actions lors du premier appel public à l'épargne

Dans le cadre d'un prospectus déposé le 29 mai 2007 relatif à un premier appel public à l'épargne (« PAPE »), la société a émis 11 111 112 unités composées d'une action ordinaire et de la moitié d'un bon de souscription à un prix de 0,90 \$ par unité, ou 10 000 000 \$ (moins les frais d'émission d'actions de 1 436 822 \$).

d) Émission d'actions au chef de la direction

À la clôture du PAPE, le 6 juin 2007, la société avait consenti un prêt, sans intérêt venant à échéance le 6 juin 2012, à son chef de la direction, d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires. Ce prêt est garanti par les actions émises dont la juste valeur est de 75 468 \$ au 31 décembre 2007. Le montant a été porté en réduction du capital-actions émis. Le montant de 142 551 \$ représente la charge à titre de rémunération à base d'actions et a été déterminé comme si la société avait octroyé des options d'achat d'actions à son chef de la direction. Ce prêt a été annulé et les actions ont été remises par le chef de la direction suite à son départ. Les actions ont par la suite été annulées et un montant de 63 335\$ a été imputé au surplus d'apport

e) Bons de souscription

Actions ordinaires

Lors du PAPE, chacune des unités émises par la société comprenait une action ordinaire et la moitié d'un bon de souscription d'achat. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société au prix de 1,10 \$ par action durant une période de 24 mois suivant la clôture du PAPE, soit avant le 6 juin 2009.

Nombre émis et valeur attribuée

	2008	2007
5 555 556 bons de souscription en actions ordinaires	2 111 111 \$	2 111 111 \$

VIII. BILAN, LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

Bilan

Le tableau suivant montre les informations financières et ratios clés du bilan.

<i>(en 000 \$ sauf si expressément indiqué)</i>	Au 31 décembre	
	2008	2007
Actif total	6 106 \$	10 515 \$
Espèces et quasi espèces	2 406 \$	6 121 \$
Fonds de roulement	3 443 \$	5 638 \$
Ratio du fonds de roulement	2,61 :1	2,68 : 1
Dette à long terme (incluant les obligations découlant des contrats de location-acquisition et la portion échéant à moins d'un an)	117 \$	156 \$
Avoir des actionnaires :		
Actions ordinaires <i>(en dollars)</i>	31 350 346 \$	31 413 681 \$
Bons de souscription <i>(en dollars)</i>	2 111 111 \$	2 111 111 \$
Surplus d'apport <i>(en dollars)</i>	153 997 \$	58 360 \$
Déficit <i>(en dollars)</i>	29 708 675 \$	26 495 854 \$

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces ont englobé un investissement dans un dépôt à terme d'une valeur de 1,5 million à la fin de 2008 et de 0,050 million de dollars à la fin de 2007. En 2008, la baisse de nos espèces et quasi-espèces a été principalement imputable à l'utilisation de l'encaisse pour répondre au besoin des opérations.

Fonds de roulement

La Société dispose d'espèces, quasi-espèces et de fonds de roulement suffisants pour rencontrer des obligations contractuelles financières. Au 31 décembre 2008, la Société disposait d'un fonds de roulement de 3 443 215 \$ comparativement à 5 637 641 \$ en 2007.

Dette à long terme

Au 31 décembre 2008, la dette à long terme de la Société est principalement composée d'un prêt libre d'intérêts de Développement économique Canada, d'un solde à payer au 31 décembre 2010 suite à des ententes de fin de contrat avec des clients relativement à l'arrêt des activités de vente des produits de sécurité et de 14 000 \$ en contrats de location-acquisition.

Bon de souscription

Les bons de souscription, attachés aux unités émises lors de notre PAPE, ont été enregistrés distinctement du capital-actions au bilan, à la juste valeur marchande. L'établissement de la juste valeur marchande de ces bons de souscription a été effectué à l'aide du modèle d'évaluation de Black et Scholes.

Surplus d'apport

La somme enregistrée au surplus d'apport représente le montant de dépenses enregistrées à titre de rémunération à base d'actions de 0,032 million plus le montant comptabilisé suite à l'annulation des options suite au départ du chef de la direction de 0,063 million.

Sommaire de l'état des flux de trésorerie

	Exercices terminés le 31 décembre		
	2008	2007	2006
<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>			
Activités d'exploitation	(3 550)	\$ (2 850)	\$ (1 728)
Activités de financement	(88)	8 843	1 453
Activités d'investissement	(77)	(523)	(137)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(3 714)	\$ 5 470	\$ (412)

Activités d'exploitation

Nous avons utilisé pour nos activités d'exploitation des flux de trésorerie de 3,550 millions durant les douze mois terminés le 31 décembre 2008, comparativement à 2,850 million utilisés pour la même période en 2007. Les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période ainsi que de l'augmentation des comptes à recevoir due à la mise en place du programme de vente à tempérament. Ce programme qui rend notre offre plus compétitive a pour conséquence de répartir sur une période pouvant aller jusqu'à 3 ans l'encaissement du compte à recevoir relié à la vente d'équipement.

Pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2008, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période, déduction faite de la dévaluation d'actifs incorporels, de la radiation l'écart d'acquisition et de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement. En 2007, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période, déduction faite des intérêts implicites sur les actions privilégiées en circulation pour la perte de 2007 et de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

Activités de financement

Au cours du quatrième trimestre de 2008, les fonds utilisés dans les activités de financement ont été de 0,010 million pour le remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition et d'un prêt libre d'intérêts de Développement économique Canada.

Au cours de la période de douze mois terminés le 31 décembre 2008, les activités de financement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 0,09 million, comparativement à des flux générés de 8,84 millions au 31 décembre 2007 suite à l'émission d'action dans le cadre du PAPE, déduction faite des frais de financement

Activités d'investissement

Au cours du quatrième trimestre 2008 les activités d'investissement représentent l'acquisition d'immobilisations alors qu'en 2007 la Société procédait à l'acquisition d'une entreprise pour un montant de 0,412 million. Cette acquisition en 2007 explique l'écart pour la période de douze mois terminés au 31 décembre 2008.

Risque de liquidités

Le risque de liquidités désigne le risque que la société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. L'approche de la société dans sa gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs à leur échéance et ce, autant sous des conditions normales que difficiles, pour une période aussi longue que possible sans subir de pertes indues ou de détériorer les liquidités réelles et budgétisées.

Engagements ou dépenses prévues pour assurer la croissance de la Société

La Société prévoit l'introduction de nouveaux produits et services sans toutefois engager des dépenses importantes en capital.

Besoins de liquidités futures associées aux nouvelles tendances du marché

En réponse à la situation économique et à notre environnement compétitif, la Société a mis de l'avant un nouveau plan de vente tout-inclus qui permet, aux clients qui le désirent, de payer au moyen d'un montant mensuel préétabli le coût de l'équipement et du service sur une période de trois ans. Cette facilité de paiement augmente notre compétitivité, favorise l'accès à notre produit et valorise le retour sur l'investissement pour notre clientèle. Ce financement a un impact temporaire sur l'encaisse que la Société a pris en compte dans ses prévisions pour 2009.

Variations significatives dans les éléments du fonds de roulement

La terminaison du service analogique par les opérateurs de réseaux sans fil ainsi que l'arrêt des ventes des produits de sécurité numériques Mobilus et Vigil ont un impact négatif sur les liquidités en raison de la perte de revenus différés pour ces unités. De plus, tel qu'indiqué dans le paragraphe précédent, le nouveau plan de vente tout-inclus mis de l'avant par la Société a eu pour effet d'augmenter les investissements nets dans les contrats de location-vente et ainsi réduire le niveau de liquidités.

IX. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La trésorerie dépend d'un certain nombre de facteurs comprenant les fluctuations dans les résultats d'exploitation et du fonds de roulement. Par conséquent, l'impact des engagements contractuels sur la liquidité et les ressources en capital futurs devraient être analysé en même temps que ces facteurs. Les produits sont typiquement vendus avec une garantie de produit de douze mois. La direction passe en revue les coûts historiques de garantie et enregistre des provisions de dépenses de garantie en conséquence. Au 31 décembre 2008, la dette à long terme de la Société est composée d'un prêt libre d'intérêts de Développement économique Canada avec un engagement restant d'approximativement 74 000 \$ et d'un montant à payer en vertu d'une entente de terminaison de contrat d'approximativement 38 000 \$.

Le tableau suivant identifie les obligations contractuelles et les engagements de la Société d'effectuer des paiements futurs dans le cadre des contrats en date du 31 décembre 2008.

<i>(En 000 \$)</i>	Total	2009	2010	2011	2012	2013+
Dette à long terme	123	49	74	-	-	-
Contrats de location acquisition	14	14	-	-	-	-
Contrats de location d'exploitation	22	9	9	4	-	-
Bail bureaux administratifs	351	194	157	-	-	-
Total	510	266	240	4	-	-

La Société n'a aucune activité hors bilan. L'ensemble de ses obligations est décrit sous « Obligations contractuelles » et « Instruments financiers ».

X. OPÉRATIONS ENTRE ENTITÉS APPARENTÉES

À la clôture du PAPE, la Société avait consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1% du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE. Ce prêt a été annulé au départ du chef de la direction.

XI. RISQUE DE CRÉDIT ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dans le cours normal de son exploitation, la Société effectue l'évaluation de la condition financière de ses clients et de la solvabilité de tous ses nouveaux clients. La Société établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte des risques spécifiques de ses clients. La Société a pris en compte dans l'évaluation de ses provisions, un environnement économique plus difficile qu'en 2007.

XII. CONVENTIONS COMPTABLES

Conventions comptables adoptées au cours de l'exercice

En vigueur au début de l'exercice 2008, la société a adopté les recommandations du chapitre 3862 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables agréés (« ICCA »), *Instruments financiers - Information à fournir*, du chapitre 3863, *Instruments financiers - Présentation*, du chapitre 1535, *Information à fournir concernant le capital*, et du chapitre 3031, *Stocks*.

Les chapitres 3855, 3861 et 3865 établissent l'ensemble des exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des instruments financiers, ainsi que des normes qui précisent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

Le chapitre 3862, établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, ainsi que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre ainsi que le chapitre 3863, *Instruments financiers - Présentation*, ont remplacé le chapitre 3861, *Instruments financiers - Informations à fournir*.

Le chapitre 3863, établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers.

Le chapitre 1535, établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital, sinon les conséquences de cette dérogation.

Le chapitre 3031, requiert de fournir plus de détails sur la détermination et la reconnaissance des stocks ainsi que sur l'information à présenter. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers de la société.

En vigueur au début de l'exercice 2007, la société a adopté la recommandation du chapitre 1530 du Manuel de l'ICCA, *Résultats étendus*, du chapitre 3251, *Capitaux propres*, du chapitre 3855, *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*, du chapitre 3861, *Instruments financiers - Informations à fournir et présentation*, et du chapitre 3865, *Couvertures*.

L'application de ces nouvelles normes a été faite sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Lors de l'application initiale, tout ajustement de la valeur comptable antérieure des actifs et passifs financiers existants a été comptabilisé comme un redressement au solde d'ouverture du déficit ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, en fonction du classement de ces actifs et passifs financiers. Au 1^{er} janvier 2007, la société a comptabilisé une réduction de 32 218 \$ au solde d'ouverture du déficit relativement aux passifs financiers.

Conventions comptables à être adoptées dans le futur

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, et a amendé le chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, qui précisent le critère de reconnaissance d'un actif, d'un actif incorporel et d'actifs incorporels générés en interne. Les éléments qui ne respectent plus la définition d'un actif ne sont plus reconnus comme actifs. Ces normes sont applicables aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008, et leur adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore déterminé l'incidence que l'adoption de ces normes aura sur ses états financiers.

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») de l'ICCA a publié l'abrégé CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui exige que les entités prennent en considération le risque de crédit de la contrepartie et leur propre risque de crédit dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Le CPN-173 s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels de la société pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. La société n'a pas encore déterminé l'incidence que l'adoption de ces normes aura sur les états financiers.

Le 13 février 2008, le conseil des normes comptables canadien a confirmé que l'application des normes internationales sera requise en 2011 pour les sociétés ayant des obligations publiques de rendre des comptes. La société va surveiller de près les changements résultant de cette transition aux normes comptables internationales.

XIII. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs comptables des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des crédateurs et charges à payer sont présumées se rapprocher de leur juste valeur, du fait que ces actifs et passifs financiers ont des dates d'échéance à court terme.

Voir la note sur les instruments financiers aux états financiers.

XIV. PERSPECTIVES

La direction s'attend à ce que les revenus sur la vente du produit Mobicom se maintiennent en 2009 malgré un environnement économique difficile. La demande pour les produits Mobicom se compare avec 2008 jusqu'à présent et est en ligne avec nos prévisions budgétaires. Nous croyons que notre produit est un excellent outil pour aider nos clients à contrôler et réduire leurs coûts d'opération ce qui est un avantage certain dans l'environnement actuel. De plus, l'introduction en 2008 des forfaits 'tout-inclus' et la réduction du prix de l'équipement contribuent à maintenir la compétitivité de notre produit.

La direction continue à revoir l'ensemble de ses activités dans le but d'améliorer l'efficacité de son organisation, réduire les dépenses et améliorer les produits et services. La Société évaluera la possibilité d'introduire de nouveaux produits ou fonctionnalités à sa gamme Mobicom pour augmenter ses revenus.

L'incertitude économique actuelle pourrait affecter négativement la vente de produits Mobiguard en 2009 qui est directement reliée à la vente de véhicules neufs. De plus, les exigences des assureurs en matière d'installation de systèmes de sécurité tel que Mobiguard, pourraient s'assouplir afin de maintenir leur propre compétitivité. La direction anticipe une légère baisse de la vente d'unités Mobiguard pour 2009 comparativement 2008 et la direction ne peut prévoir l'évolution du marché pour ce produit à moyen terme.

En raison de la terminaison du service analogique en novembre 2008 et suite à la décision d'arrêter la vente des produits de sécurité Mobilus et Vigil, les revenus annuels 2009 seront inférieurs à ceux de 2008. Par contre, la réduction des dépenses d'opération réalisée en 2008 devrait permettre à la Société d'améliorer sa rentabilité en 2009

La restructuration du groupe Recherche et développement, effectuée en décembre 2008, qui a amené une réduction importante du nombre d'employés reflète un changement important pour la Société qui entend continuer d'investir dans la recherche et le développement mais en réduisant les coûts fixes associés à l'utilisation de ressources internes pour le développement et en se tournant plutôt vers des produits développés par des tiers pour assurer sa croissance.

XV. RISQUES ET INCERTITUDES

Plusieurs risques inhérents au niveau des opérations quotidiennes de la Société peuvent avoir une incidence sur les résultats financiers futurs. Les risques les plus significatifs sont :

- Nous n'avons pas encore atteint la rentabilité, ni atteint la masse critique nécessaire afin de garantir notre viabilité à long terme, et rien ne garantit que nous pourrions y parvenir.
- Notre faculté de pénétrer davantage nos marchés de base et marchés géographiques existants ou d'étendre avec succès notre entreprise à l'échelle nationale et internationale, est assujettie à un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté. Alors nous ne pouvons garantir que les efforts que nous déployons porteront fruit. Ceci pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.
- L'entreprise dépend de quelques fournisseurs principaux relatifs à la fabrication de ses composantes électroniques. Aucune assurance ne peut être fournie quant à l'éventuelle possibilité d'avoir des problèmes de délai ou difficultés au niveau de l'approvisionnement des dispositifs et/ou de la couverture réseau nécessaire à l'atteinte des objectifs de croissance prévus. L'incertitude économique actuelle est un facteur important à considérer en raison de l'impact futur potentiellement négatif sur la viabilité des manufacturiers d'équipement Mobicom et Mobiguard. Cette situation pourrait agir sur notre approvisionnement ou sur notre coût d'approvisionnement et ainsi impacter notre marge bénéficiaire.
- Nous avons forgé des relations avec plusieurs fournisseurs dont certains peuvent également être considérés des concurrents et des fournisseurs de services dont nous dépendons afin de fournir des éléments critiques à l'égard de nos produits et services. Si nous ne sommes pas en mesure de préserver ces relations ou d'établir des relations avec de nouveaux fournisseurs ou fournisseurs de services, au besoin, la disponibilité, le prix et la qualité de nos produits et services pourraient en être défavorablement touchés, ce qui aurait une incidence négative sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Les relations avec les fournisseurs et les fournisseurs de services tiers nous exposent à des risques associés à l'intégrité, à la qualité, à la réputation, à la solvabilité et au rendement de ces parties.
- Dans le contexte économique actuel, la direction n'est pas en mesure de trouver des sources de financement acceptable pour le programme de ventes à tempérament sous la forme tout- inclus. L'incapacité de trouver cette source de financement a un impact négatif temporaire sur l'encaisse que la Société a pris en compte dans ses prévisions pour 2009.
- Au cours de la dernière année, les marchés boursiers aux États-Unis et au Canada ont connu un fort degré de volatilité des cours et des volumes, et les cours des titres de plusieurs sociétés ont connu des fluctuations importantes qui n'étaient pas nécessairement liées au rendement sur le plan de l'exploitation, aux valeurs des éléments d'actif sous-jacents ou aux perspectives de ces sociétés. Les investisseurs devraient supposer que les marchés et les cours des actions continueront à fluctuer à l'avenir. Ils devraient aussi prendre pour hypothèse que tout marché coté à l'égard des actions ordinaires sera assujetti aux tendances générales du marché, nonobstant toute réussite éventuelle que nous pouvons afficher à l'égard de la création de produits d'exploitation, de flux de trésorerie ou de gains. La valeur de nos titres sera touchée par une telle volatilité.

- Le cours de nos actions peut également subir des fluctuations importantes en raison du rendement sur le plan de l'exploitation, du rendement par rapport aux estimations des analystes, de l'aliénation ou de l'acquisition par un actionnaire important, d'une poursuite qui est intentée contre nous, de la perte ou de l'acquisition d'un client ou d'un distributeur important, de facteurs sectoriels et de facteurs autres que notre rendement sur le plan de l'exploitation. Ces facteurs, entre autres, peuvent entraîner des diminutions de la valeur des actions ordinaires.
- Nos résultats pourraient être défavorablement touchés par l'évolution de la conjoncture économique dans les marchés locaux et nationaux dans lesquels nous œuvrons.
- Si nous sommes incapables de pénétrer davantage nos marchés de base et nos marchés géographiques existants ou d'étendre avec succès notre entreprise dans de nouveaux marchés, la croissance des ventes de nos produits, ainsi que nos résultats d'exploitation, pourraient en être défavorablement touchés. Notre faculté de pénétrer davantage nos marchés de base et nos marchés géographiques existants dans lesquels nous livrons concurrence ou d'étendre avec succès notre entreprise à l'échelle nationale dans la mesure où nous estimons que nous avons cerné des possibilités d'expansion géographique intéressantes à l'avenir, est assujettie à un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté. Nous ne pouvons garantir que les efforts que nous déployons afin d'augmenter la pénétration du marché dans nos marchés de base et dans nos marchés géographiques existants porteront fruit. Notre incapacité de ce faire pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation
- Notre réussite dépendra de notre faculté de commercialiser nos produits et services dans un environnement économique incertain. Rien ne garantit que nos produits et services demeurent concurrentiels. Rien ne garantit que nous soyons en mesure de répondre à la demande du marché. Si nous sommes incapables de créer et d'élargir avec efficacité le marché à l'égard de nos produits et services, notre croissance pourrait en être défavorablement touchée.
- Nous fournissons à nos clients une garantie limitée à l'égard de nos produits. Malgré les procédures de contrôle de la qualité, rien ne garantit que les réserves que nous avons mises de côté à l'égard de cette garantie suffisent. En cas de mauvais fonctionnement ou d'erreur qui touche un nombre important de nos produits, le coût de réparation, de remplacement ou de rappel de ces produits ou des parties composantes pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre exploitation et notre situation financière.